

SYNDICAL La Chambre d'agriculture, la FDSEA et les JA du Tarn ont invité les parlementaires pour leur présenter l'agriculture et ses enjeux dans le département. Une réunion constructive qui en appelle d'autres.

Les élus parlementaires informés pour bien défendre l'agriculture tarnaise

Ils étaient tous là, ou presque. Les élus parlementaires(*) ont répondu très favorablement à l'invitation de la Chambre d'agriculture, de la FDSEA et des JA du Tarn, vendredi 22 juillet après-midi. L'enjeu de cette rencontre était de présenter l'agriculture tarnaise et ses particularités aux nouveaux élus, pour qu'ils puissent bien la défendre au niveau national. «Ils se sont montrés très attentifs aux difficultés rencontrées par les agriculteurs durant plus de deux heures au cours desquelles nous avons pu échanger», se félicite le président de la Chambre d'agriculture, Jean-Claude Huc.

Les grands dossiers de l'agriculture tarnaise ont ainsi été exposés aux parlementaires : la révision du classement des zones défavorisées, le stockage de l'eau, le foncier, le plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles, et enfin l'installation des jeunes agriculteurs. «Il était important que nos parlementaires soient bien au courant de ces dossiers et des orientations majoritaires», souligne Philippe Jouglas, président de la FDSEA.



Les professionnels ont ainsi pu rappeler aux parlementaires qu'il est important que le département soit entièrement classé en zone défavorisée, alors que 34 communes restent exclues du nouveau zonage à ce jour. Autour de la table, tout le monde a également été d'accord pour faire en sorte de favoriser l'accès à l'eau et la création de zones de stockage afin de faire face aux évolutions climatiques. Concernant le foncier, et plus particulièrement le projet d'autoroute Tou-

louse-Castres, les professionnels ont mis en avant l'importance de gérer cette question en amont. «Il faut donner des moyens financiers à la SAFER pour pouvoir stocker du foncier et répondre aux agriculteurs et propriétaires qui seront impactés par ce projet», indique Jean-Claude Huc. Soucieux de faire en sorte que les jeunes agriculteurs soient aidés et accompagnés pour s'installer sur des structures viables, Christophe Rieunau, président des JA81 estime que «c'était une belle

occasion d'avoir un premier contact avec les nouveaux élus. Il est toujours important de rappeler la place de l'agriculture dans l'économie et la vie sociale de notre département. Il est primordial que les parlementaires tarnais en aient conscience pour bien répondre aux problématiques agricoles, sans idéologie mais avec beaucoup de pragmatisme.» Autre motif de satisfaction, la volonté affichée par les élus de tous tirer dans le même sens pour défendre l'agriculture tar-

naise. «On a pu constater la volonté des parlementaires de défendre les intérêts du département et une réelle volonté de travailler tous ensemble, sans chercher à se distinguer les uns des autres», apprécie Philippe Jouglas.

Preuve de l'intérêt de ces rencontres, élus et professionnels ont émis le souhait de maintenir ces rendez-vous à raison de deux réunions par an. Les professionnels pourront ainsi continuer à faire remonter les doléances de l'agriculture tarnaise, et les élus pourront redescendre les dispositions qui se discutent à l'échelon national, notamment en ce qui concerne les états généraux de l'alimentation et la loi de simplification dont il fut également question lors de cette première réunion.

D. MONNERY

(*) Philippe Bonnacarrère (sénateur UDI), Philippe Folliot (député LREM de la 1^{ère} circonscription du Tarn), Jean Terrier (député LREM de la 3^{ème} circonscription du Tarn), Marie-Christine Verdier-Jouclas (député LREM de la 2^{ème} circonscription du Tarn). Le sénateur PS Thierry Carcenac était absent.